



Cher.e.s collègues,

Nous vous écrivons en tant que co-maires élu.e.s des communes métropolitaines de Mardin, Diyarbakır et Van. Ces trois grandes provinces kurdes de Turquie, qui abritent au total 3,8 millions de citoyens, font partie des fiefs politiques et électoraux de notre parti, le Parti Démocratique des Peuples (HDP). Aux élections municipales du 31 mars 2019, nous avons été élus maires dans ces provinces avec des marges élevées : 56,24% à Mardin, 62,93% à Diyarbakır, et 53,83% à Van. Le 19 août 2019, nous avons été démis.e.s de nos fonctions et remplacé.e.s par des administrateurs nommés par le gouvernement. Nos conseils municipaux ont été dissous par une décision arbitraire du ministère de l'Intérieur en violation de la Constitution turque et de la Charte européenne de l'Autonomie Locale dont la Turquie est signataire.

Nous considérons cette décision comme un coup d'État, la dernière d'une série d'attaques menées ces dernières années par le régime d'Erdogan contre la démocratie pluraliste, visant en particulier la volonté démocratique kurde. Au lendemain du coup d'État manqué du 15 juillet 2016, que M. Erdogan a utilisé pour consolider son régime autoritaire en déclarant un état d'urgence de deux ans à l'échelle nationale, plus de cinq mille membres et administrateurs-trices de notre parti ont été arrêté.e.s. Cela inclut les Coprésidents du HDP, Mme Figen Yüksekdağ et M. Selahattin Demirtaş, plusieurs député.e.s, une centaine de Maires ainsi que des centaines de responsables locaux. Au cours de ce processus, une centaine de maires élu.e.s des provinces kurdes ont été démis.e.s de leurs fonctions et remplacé.e.s par des bureaucrates nommés par le gouvernement central - « les administrateurs ».

Les deux ans et demi de règne des administrateurs dans les municipalités kurdes, entre 2016 et 2018, ont non seulement gravement détourné la démocratie locale, mais également dévasté les infrastructures municipales par les détournement de fonds, la corruption et le clientélisme. Par conséquent, la récupération, lors des élections du 31 mars 2019, des municipalités expropriées a permis de protester et de demander des comptes au régime sur l'exclusion autocratique et corrompue de la volonté électorale kurde et de la démocratie locale. Après les élections, nous avons consacré la majeure partie de nos efforts à rétablir le fonctionnement de nos municipalités en payant les dettes et en trouvant des crédits. Nous avons rétabli les services essentiels, notamment le paiement des salaires des employé.e.s.

Dans sa déclaration écrite ordonnant notre destitution et notre remplacement par des administrateurs gouvernementaux, le ministre de l'intérieur soutient que nous avons des "liens avec le terrorisme". Les observateurs-trices locaux et internationaux des droits humains ont largement noté comment le régime d'Erdogan utilisait la législation « antiterroriste » de la Turquie, notion vague et extensible, pour réduire au silence et contrer toute forme de dissidence interne. Dans la Turquie d'aujourd'hui, tout journaliste, intellectuel.le, défenseur-seuse des droits humains, tout homme ou femme politique exprimant une opposition court le risque et la menace d'être accusé de "terrorisme". Cette menace est



encore plus immédiate et globale pour celles et ceux qui critiquent la politique négationniste et militariste récemment restaurée par le gouvernement contre les Kurdes.

Un rapport de l'ONU de 2017 a conclu que la destitution de nos prédécesseurs-rices dans les collectivités locales kurdes équivalait au "remplacement total des élu·e·s d'origine kurde dans tout le sud-est de la Turquie (...) par des administrateurs [nommés par le gouvernement central]". Plus récemment, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que la détention illégale de notre ancien coprésident, Selahattin Demirtaş « poursuivaient un but inavoué prédominant, celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, qui se trouve au cœur même de la notion de société démocratique ».

Dans ce contexte plus large, chacun·e de nous fait l'objet d'enquêtes et des procédures judiciaires du fait de nos déclarations au cours des années précédentes. M. Türk, lui, est également poursuivi du fait des activités qu'il a eues au cours de son mandat précédent, en tant que co-maire de Mardin. Il n'y a rien d'étonnant à ces poursuites abusives, étant donné le contexte politique, si ce n'est qu'aucune de ces procédures n'a abouti à un jugement. La condamnation édictée contre nous par le ministre de l'intérieur, alors que les procédures judiciaires sont en cours, est l'aveu du contrôle exercé par le gouvernement sur le pouvoir judiciaire. Il est évident qu'il n'y a pas de séparation des pouvoirs ni de système judiciaire indépendant en Turquie. En fait, le gouvernement avait déclaré sa volonté de nous démettre de nos fonctions avant même que nous soyons élu·e·s. Pendant la campagne électorale du 31 mars, le Président Erdoğan a déclaré à plusieurs reprises que si les candidat·e·s du HDP remportaient le scrutin, des administrateurs les remplaceraient. Nous avons appris récemment que les gouverneurs de Mardin et de Diyarbakır n'ont pas perdu de temps pour mettre en pratique les menaces du président. Ils ont officiellement adressé une lettre au ministère de l'intérieur le 1er avril 2019, un jour après l'élection, avant même que les résultats des élections ne soient ratifiés, pour demander notre destitution.

Cher·ère collègue,

Comme vous le savez, le droit de vote et d'éligibilité sont parmi les piliers de la démocratie. Celles et ceux qui sont élu·e·s par le peuple ne peuvent être destitué·e·s que par celui-ci. La région kurde dans la Turquie de M. Erdogan a été de facto privée de son droit de vote par les sanctions répétées menées contre sa volonté populaire et ses représentants. Au moment où nous vous écrivons cette lettre, le gouvernement étend son emprise répressive sur la population kurde de Diyarbakır, Van, et Mardin qui proteste contre la confiscation de sa volonté démocratique. Au cours de la semaine dernière, des centaines de manifestant·e·s ont été détenu·e·s dans nos villes. On compte des douzaines de blessé·e·s et hospitalisé·e·s, y compris plusieurs de nos député·e·s ainsi que des responsables des administrations locales.



Avec tous les peuples de Turquie, nous luttons depuis des décennies pour la démocratie, la justice et l'État de droit. Dans cette lutte, nous avons perdu beaucoup de personnes de valeur, vu des dizaines de milliers d'autres emprisonné·e·s, torturé·e·s et marqué·e·s à vie. Des milliers de membres et de responsables de notre parti purgent encore des peines d'emprisonnement arbitraires uniquement en raison de leurs convictions et de leurs idées politiques. En tant que co-maires élu·e·s par les populations de Diyarbakır, Van et Mardin, nous restons engagé·e·s dans notre lutte contre la tyrannie jusqu'à ce que l'État de droit et la démocratie règnent dans notre pays. Au cours de la semaine dernière, notre destitution a été massivement critiquée par un large éventail d'acteurs·trices dans toute la Turquie. Parmi elles et eux, les maires des villes métropolitaines d'İzmir et d'İstanbul, l'ancien premier ministre et président de la Turquie, les représentant·e·s des partis d'opposition, plus de trente associations populaires, de nombreuses associations démocratiques civiles, des chambres professionnelles, des centaines d'intellectuel·e·s ainsi que des organisations internationales. Pour nous, ces actes de solidarité sont inestimables.

Nous nous sentons plus fort·e·s lorsque nous entendons des voix de solidarité venant de l'autre côté de la frontière. Portant dignement notre lutte contre la tyrannie, nous serions très reconnaissant·e· de recevoir votre solidarité à travers des initiatives telles qu'un travail sur l'opinion publique dans votre pays, la pression démocratique sur le gouvernement turc, la construction de réseaux de solidarité, ou la visite de nos provinces électorales. Nous vous promettons que, quelle que soit la gravité de la situation actuelle dans notre pays, nous gagnerons la lutte pour la démocratie, la justice et la paix.

Solidairement,

**Ahmet Türk, Co-Maire de Mardin**  
**Selçuk Mızraklı, Co-Maire de Diyarbakır**  
**Bedia Özgökçe Ertan, Co-Maire de Van**  
**28 Août 2019**